

Questions orales

LES MESURES ENVISAGÉES PAR LE GOUVERNEMENT AU SUJET DE L'ACHAT DE VÉHICULES ET LA CONSERVATION DE L'ESSENCE

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Je pensais que cela aurait pu inciter le gouvernement à présenter sa politique en matière d'énergie, qui est certainement très urgente. Puis-je demander au leader du gouvernement à la Chambre ou au ministre des Approvisionnements et Services si le gouvernement a lui-même adopté certaines lignes directrices ou certaines règles concernant l'achat de véhicules et la conservation de l'essence? Ainsi, le ministre des Approvisionnements et Services a-t-il maintenant le droit d'imposer aux autres ministères certaines règles de conservation concernant l'achat de véhicules? Le gouvernement s'est-il donné une politique de conservation?

[Français]

L'hon. Jean-Pierre Goyer (ministre des Approvisionnements et Services): Monsieur le président, mon collègue, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, nous a alertés à ce sujet. Nous sommes en négociations avec divers ministères du gouvernement pour mettre au point un programme qui a été préparé par le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, et pour nous permettre de rendre efficace un programme de conservation au Canada.

● (1420)

[Traduction]

LA POSSIBILITÉ DE HAUSSE DU PRIX DU PÉTROLE CANADIEN ET DE RÉDUCTION DE LA CONSOMMATION

M. Gordon Ritchie (Dauphin): J'ai une question supplémentaire pour le premier ministre suppléant: le gouvernement songe-t-il à augmenter le prix du pétrole canadien afin de réduire la consommation de cette ressource énergétique?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Si une décision telle était prise, on l'annoncerait à la Chambre.

M. Ritchie: Étant donné que les approvisionnements canadiens de pétrole seront en toute probabilité insuffisants dans un avenir proche, le gouvernement compte-t-il imposer des mesures destinées à réduire la consommation d'énergie, ou entend-il s'en remettre à la persuasion?

M. Sharp: L'honorable député devra attendre la déclaration du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

* * *

L'INDUSTRIE

AUTOMOBILE—LES MISES À PIED—LES MESURES CORRECTIVES ENVISAGÉES PAR LE GOUVERNEMENT

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser au ministre de l'Industrie et du Commerce une question qui concerne les licenciements

[M. Sharp.]

prévus dans l'industrie de l'automobile, comme on l'a annoncé au cours de la fin de semaine. D'après certaines estimations, cette mesure porterait à 40,000 le nombre de chômeurs dans ce secteur. Le ministre pourrait-il dire à la Chambre si le gouvernement songe à mettre en œuvre un programme spécial en vue de remédier à cette situation extrêmement grave?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, comme le député, je reconnais qu'il s'agit là d'une situation très grave. J'ai l'ai suivie de très près. J'ai rencontré les fabricants de pièces détachées, les représentants syndicaux ainsi que d'autres intéressés dans cette industrie. A l'heure actuelle, 13,000 ouvriers ont été mis à pied pour une période indéfinie—pouvant aller jusqu'à quatre semaines—et 14,000 ouvriers à titre temporaire.

Une voix: Dites-nous maintenant les bonnes nouvelles!

M. Gillespie: A la fin de la semaine dernière, je me suis entretenu avec le dirigeant d'une des plus importantes sociétés de fabrication d'automobiles au sujet de l'initiative prise dans notre pays et aux États-Unis. Le fait que les mesures appliquées au Canada et aux États-Unis—je veux parler des rabais—ont déjà eu des effets favorables, en particulier chez nos voisins du Sud, m'a été d'un certain réconfort; en outre tous les députés reconnaîtront sûrement que les États-Unis sont le plus important marché sur lequel les fabricants canadiens puissent écouler leur production.

M. Broadbent: Étant donné que 18 p. 100 environ des travailleurs employés à la fabrication des pièces automobiles sont maintenant en chômage, permanent ou partiel, le ministre peut-il nous dire si le gouvernement entend agir pour préserver les emplois dans ce secteur?

M. Gillespie: A mon avis, c'est le secteur des pièces qui, de toute l'industrie automobile, a été le plus gravement touché au Canada. Depuis un an, nous avons pris un certain nombre de mesures propres à multiplier les points d'exportation à l'intention des fabricants de pièces du Canada. Nous avons obtenu certains succès jusqu'ici, et l'avenir s'annonce prometteur.

AUTOMOBILE—L'OPPORTUNITÉ D'UNE SUPPRESSION DE LA TAXE DE VENTE SUJETTE À UNE BAISSÉ CORRESPONDANTE

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Le ministre a parlé d'une réduction des prix consentie par les fabricants d'automobiles des deux côtés de la frontière. Il n'a cependant pas dit qu'un écart subsiste toujours. Le gouvernement pourrait-il songer sérieusement à supprimer la taxe fédérale de vente sur les automobiles pour une période d'un an à la condition que les fabricants ramènent les prix comptés aux détaillants canadiens au niveau des prix comptés aux détaillants américains?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): L'écart entre les prix se réduit sans cesse, comme le sait le député, et, comme il le sait également, les questions relatives à la taxe de vente devraient être adressées au ministre des Finances.